ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 2 octobre 1979, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux radiocommunications privées", a donné le 4 octobre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e oktober 1979 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de private radioverbindingen", heeft de 4e oktober 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Il va de soi que la date de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications doit être indiquée là où, dans le projet, elle est laissée en blanc.

\+

\+ \+

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

Le texte suivant est proposé pour le 1° :

"1° Règlement des communications : le Règlement des radiocommunications complétant la Convention internationale des télécommunications faite à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973, approuvée par la loi du 8 février 1978".

Article 2.

La seconde partie de la phrase liminaire devrait se lire comme suit : "à l'exception des stations de radiodiffusion, des stations de radiocommunication installées à bord d'un navire ou d'un aéronef et des stations ou réseaux de radiocommunication mis en oeuvre par :".

Article 4.

Le dernier alinéa concerne la "responsabilité" du Ministre ou de son délégué.

.../...

L'article 10 de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications disposait que : "L'Etat n'est soumis à aucune responsabilité en raison des services de radiotélégraphie, de radiotéléphonie et d'autres radiocommunications".

La loi du 14 mai 1930 a été abrogée par l'article 17 de la loi du 30 juillet 1979 et aucune disposition de cette dernière loi ne concerne la responsabilité éventuelle de l'Etat, du Ministre ou de la Régie quant aux perturbations qui pourraient affecter des radiocommunications autorisées. Ce sont dès lors les règles de droit commun relatives à la responsabilité qui sont applicables et il n'appartient pas au Roi d'exonérer le Ministre ou son délégué de leur application.

Le dernier alinéa de l'article 4 manque donc de fondement légal et doit être omis.

Article 6.

Au dernier alinéa, la fin de la phrase serait mieux rédigée comme suit : "... des priorités peuvent être établies en fonction des besoins de la sécurité ou de l'économie".

Article 9.

L'alinéa 2, 2°, serait mieux rédigé comme suit :

"2° les radiocommunications établies en vertu de la dérogation consentie restent limitées à cette activité spécifique;".

.../...

Article 11.

A l'alinéa 2, de l'accord du fonctionnaire délégué, la deuxième phrase devrait être rédigée comme suit :

"En cas de perte, de vol ou de détérioration de ce document, la déclaration doit en être faite à la Régie qui procède au remplacement du titre, éventuellement après enquête de la police communale sur les circonstances alléguées".

Article 13.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement serait mieux traduite par le texte proposé ci-après :

"Article 13.-

Toute utilisation abusive d'une station de radiocommunication individuelle ou d'une station d'un réseau de radiocommunication, même par une personne autre que le titulaire de l'autorisation ministérielle, entraîne la révocation immédiate de celle-ci".

Article 14.

De l'accord du fonctionnaire délégué, les alinéas 4 et 5 pourraient être remplacés par l'alinéa unique suivant, pour autant qu'il ne soit pas jugé faire double emploi avec le principe d'incessibilité inscrit à l'alinéa 1er :

"Toute autorisation ministérielle qui échoit entre les mains d'un tiers est sans valeur pour celui-ci".

.../...

Article 17.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire : "tant sur le plan national que sur le plan international".

Article 18.

La première phrase de l'alinéa 2 devrait être rédigée comme suit :

"Les fréquences communes sont destinées aux réseaux professionnels ou de sécurité dont le trafic requiert, par son importance, une qualité de service normale".

Article 19.

Suivant l'alinéa 1er :

"Toute fréquence assignée pour le fonctionnement d'un réseau de radiocommunication peut à tout moment être reprise ou remplacée par une autre sans que la Régie soit tenue de faire connaître le motif de sa décision".

Il va de soi que cette disposition ne permettra pas à la Régie, en cas de recours en annulation de la mesure prise, de refuser de faire connaître au Conseil d'Etat le motif de sa décision, puisque toute décision administrative doit nécessairement avoir un motif.

A l'alinéa 2, il est préférable d'écrire : "cette mesure" au lieu de "cette opération".

.../...

Article 20.

A l'alinéa 2, il faut écrire "le bien-fondé" au lieu de "la validité".

A l'alinéa 3, les mots "en cas de recevabilité de la demande" sont superflus et doivent être omis, l'indemnisation ne se concevant évidemment pas si la demande n'est pas recevable.

Article 25.

A l'alinéa 1er du texte français, il y a lieu d'écrire : "la date du renvoi" et non "la date de renvoi".

Article 27.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Cette autorisation d'essai et de détention provisoire n'est délivrée qu'aux personnes qui justifient de la nécessité de l'obtenir".

Article 28.

A l'alinéa 1er du texte français, il y a lieu d'écrire "mentionne" au lieu de "stipule", et la fin du

.../...

même alinéa devrait être rédigée comme suit :

"... dans les cas où cette mesure se justifie".

Article 30.

L'avant-dernier alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Quand un registre est rempli, le registre suivant doit être tenu de la même façon, sauf en ce qui concerne la numérotation des feuillets qui continue celle du registre précédent".

Article 32.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les plaintes relatives aux pertubations affectant les radiocommunications autorisées et la réception des émissions de radiodiffusion sont introduites auprès de la Régie. Celle-ci en examine le fondement ... (la suite comme au projet)".

Article 33.

Suivant cette disposition, le coût de certaines

.../...

prestations extraordinaires peut être facturé au titulaire d'une autorisation, le défaut de paiement dans le délai prévu entraîne, de plein droit, le paiement d'un intérêt moratoire et les frais de déplacement en cas de plaintes successives non fondées peuvent être facturés au plaignant.

L'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 n'autorise le Roi qu'à fixer le montant des redevances à payer par les demandeurs et titulaires d'autorisations.

A défaut d'une disposition législative conférant au Roi une habilitation plus large, l'article 33 est dénué de fondement légal et doit être omis. Bien entendu, en cas de faute des intéressés rien n'empêcherait la Régie de réclamer par la voie ordinaire la réparation du préjudice qui lui aurait été causé.

Article 35.

L'alinéa 2 de l'article 35 est superflu puisqu'il est évident que les dispositions non abrogées restent en vigueur.

Le texte suivant est proposé :

"Article 35.-

Sont abrogés :

.../...

a) l'arrêté royal du 27 juin 1930 pris en application de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, modifié par l'arrêté royal du 27 février 1974;

b) l'arrêté royal du 5 novembre 1932 ayant pour objet l'élimination ou la réduction des perturbations parasitaires affectant les relations radioélectriques, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 1977;

c) l'arrêté royal du 14 avril 1958 portant organisation du Comité consultatif en matière de perturbations parasitaires affectant les relations radioélectriques;

d) l'arrêté royal du 27 février 1974 relatif aux radiocommunications, modifié par les arrêtés royaux des 12 septembre 1974 et 5 octobre 1976".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het spreekt vanzelf dat de datum van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving moet worden vermeld daar waar die in het ontwerp opengelaten is.

+

+ +

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor 1° :

"1° Reglement betreffende de radioverbindingen : het Reglement betreffende de radioverbindingen tot aanvulling van het Internationaal Verdrag betreffende de televerbindingen, opgemaakt te Malaga-Torremolinos, op 25 oktober 1973, goedgekeurd bij de wet van 8 februari 1978".

Artikel 2.

Het tweede gedeelte van de inleidende volzin zou als volgt moeten worden gelezen : "met uitzondering van de radio-omroepstations, de stations voor radioverbinding aangelegd aan boord van een zeeschip of luchtvaartuig en de stations of netten voor radioverbinding in werking gesteld door : ".

.../...

Artikel 4.

Het laatste lid heeft betrekking op de "verantwoordelijkheid" van de Minister of zijn gemachtigde.

Artikel 10 van de wet van 14 mei 1930 over de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen bepaalde : "De Staat is in generlei opzicht verantwoordelijk uit hoofde van de diensten der radiotelegrafie, radiotelefonie en andere radioverbindingen".

De wet van 14 mei 1930 is opgeheven bij artikel 17 van de wet van 30 juli 1979 en geen bepaling van laatstgenoemde wet handelt over de eventuele aansprakelijkheid van de Staat, de Minister of de Regie, voor storingen die de "gemachtigde radioverbindingen zouden kunnen aantasten". Derhalve gelden de gemeenrechtelijke aansprakelijkheidsregelen en komt het de Koning niet toe de Minister of zijn gemachtigde aan de toepassing daarvan te onttrekken.

Het laatste lid van artikel 4 heeft dus geen rechtsgrond en moet vervallen.

Artikel 6.

In het laatste lid kan de tekst in fine beter als volgt worden geredigeerd : "... kunnen prioriteiten worden vastgesteld overeenkomstig de behoeften inzake veiligheid of economie".

.../...

Artikel 9.

Het tweede lid, 2°, kan beter worden geredigeerd als volgt :

"2° de radioverbindingen die krachtens de toegestane afwijking worden tot stand gebracht, tot die specifieke activiteit beperkt blijven;".

Artikel 11.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tweede volzin van het tweede lid als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"In geval van verlies, diefstal of beschadiging van dat document moet daarvan aangifte worden gedaan bij de Regie, die het document vervangt, eventueel na onderzoek van de aangevoerde omstandigheden door de gemeentelijke politie".

Artikel 13.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de hierna voorgestelde tekst de bedoeling van de Regering beter weergeeft :

"Artikel 13.-

Ieder onrechtmatig gebruik van een individueel station voor radioverbinding of van een station van een net voor radioverbinding, zelfs door een andere persoon dan de houder van de ministeriële vergunning, heeft de onmiddellijke intrekking van die vergunning tot gevolg".

.../...

Artikel 14.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld het vierde en het vijfde lid te vervangen door het volgende, enige lid, voor zover het niet geacht wordt een doublure te vormen met het in het eerste lid gestelde beginsel dat de vergunning niet vatbaar is voor overdracht :

"Iedere ministeriële vergunning die in handen komt van een derde is voor deze laatste waardeloos".

Artikel 17.

In het tweede lid leze men : "en coördineert die frequenties zowel op het nationale als op het internationale vlak".

Artikel 18.

De eerste volzin van het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De gemeenschappelijke frequenties zijn bestemd voor de professionele of veiligheidsnetten waarvan het verkeer, door zijn omvang, een normale dienstkwaliteit vereist".

Artikel 19.

Het eerste lid bepaalt :

"Elke voor de werking van een net voor radioverbinding toegewezen frequentie kan op ieder ogenblik teruggenomen

.../...

of door een andere vervangen worden zonder dat de Regie verplicht is de reden van haar beslissing mede te delen".

Het spreekt vanzelf dat de Regie op grond van die bepaling, ingeval tegen de genomen maatregel een beroep tot nietigverklaring mocht worden ingesteld, niet zal mogen weigeren de Raad van State kennis te geven van de reden van haar beslissing, aangezien iedere administratieve beslissing noodzakelijk een reden moet hebben.

In het tweede lid vervange men de woorden : "Deze operatie" door "Die maatregel".

Artikel 20.

In het tweede lid leze men "de gegrondheid" in plaats van "de geldigheid".

In het derde lid moeten de woorden "Indien het verzoek ontvankelijk is" als overbodig vervallen; van schadeloosstelling kan immers geen sprake zijn als de aanvraag niet ontvankelijk is.

Artikel 25.

In het eerste lid leze men in de Franse tekst "la date du renvoi" in plaats van "la date de renvoi".

.../...

Artikel 27.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het tweede lid als volgt wordt geredigeerd :

"Deze vergunning voor beproeving en voorlopig houden wordt slechts afgegeven aan hen die doen blijken van de noodzaak om ze te verkrijgen".

Artikel 28.

In het eerste lid leze men in de Franse tekst "mentionne" in plaats van "stipule". De laatste volzin van dat lid redigere men als volgt :

"Deze kan door middel van een aanhangsel worden verlengd in de gevallen waarin die maatregel verantwoord is".

Artikel 30.

Het voorlaatste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Wanneer een register vol is, moet het volgende register op dezelfde wijze worden gehouden, behalve wat de nummering van de bladen betreft; de bladen worden doorgenummerd".

Artikel 32.

Ook volgens de gemachtigde ambtenaar zou het eerste lid beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Klachten betreffende storingen van vergunde radio-verbindingen en van de ontvangst van radio-omroepuitzendingen worden ingediend bij de Regie. Deze onderzoekt de gegrondheid ervan ... (zie voorts het ontwerp)".

Artikel 33.

Volgens deze bepaling kunnen de kosten van sommige buitengewone prestaties gefactureerd worden aan de houder van een vergunning, geeft het niet betalen binnen de gestelde termijn van rechtswege aanleiding tot het betalen van een nalatigheidsinterest en kunnen de reiskosten in geval van opeenvolgende ongegronde klachten aan de klager gefactureerd worden.

Krachtens artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 kan de Koning alleen het bedrag vaststellen "van de rechten die moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van ... vergunningen".

Bij ontstentenis van een wetsbepaling die aan de Koning een ruimere machtiging geeft, heeft artikel 33 geen rechtsgrond en moet het vervallen. Het behoeft echter geen betoog dat de Regie, indien de betrokkenen schuld treft, langs de gewone weg herstel van de haar toegebrachte schade kan vorderen.

Artikel 35.

Het tweede lid van artikel 35 is overbodig. Het spreekt immers vanzelf dat niet-opgeheven bepalingen van kracht blijven.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 35.-

Opgeheven worden :

a) het koninklijk besluit van 27 juni 1930 tot toepassing van de wet van 14 mei 1930 over de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 februari 1974;

b) het koninklijk besluit van 5 november 1932 betreffende de opheffing of vermindering van de door parasieten verwekte storingen in het radio-elektrisch verkeer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juli 1977;

c) het koninklijk besluit van 14 april 1958 tot inrichting van het Comité van advies inzake door parasieten verwekte storingen in het radio-elektrisch verkeer;

d) het koninklijk besluit van 27 februari 1974 betreffende de radioberichtgeving, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 september 1974 en 5 oktober 1976".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

De kamer was samengesteld uit

kamervoorzitter,

staatsraden,

Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.